

Commune de CARNIGAN-DE-BORDEAUX

Hôtel de Ville
24, Rue du Verdun
33360 CARNIGAN-DE-BORDEAUX
Tél : 05 56 21 21 62

2017-URBA-276

Transmis en préfecture le 19/12/2017

Affiché le 14/12/2017

DESTINATAIRE

MAIRIE DE CARNIGAN-DE-BORDEAUX
Monsieur MONTEIL Frank
24 Rue de Verdun
33360 CARNIGAN-DE-BORDEAUX

PC 033 099 17 Z 0047	
Demande déposée le 31/07/2017	
Par :	MAIRIE DE CARNIGAN-DE-BORDEAUX
Représenté(e) par :	Monsieur MONTEIL Frank
Demeurant :	24 Rue de Verdun 33360 CARNIGAN-DE-BORDEAUX
Pour :	Extension de l'école maternelle pour un restaurant scolaire et une salle de motricité
Destination :	Service public ou d'intérêt collectif
Surfaces de plancher :	Existante : 1140 m² Créée : 1115 m² Totale : 2255 m²
Sur un terrain sis à :	31 Chemin du Petit Tourny 33360 CARNIGAN-DE-BORDEAUX
Cadastré :	AW 9, AW 0
Superficie :	6630 m²

PERMIS DE CONSTRUIRE

Accordé au nom de la commune par le Maire

Le Maire,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 13/12/2002, modifié les 02/09/2005, 15/05/2012, 20/06/2014 et 07/10/2015, en cours de révision depuis le 19/11/2014,

Vu l'arrêté préfectoral prononçant la carence définie par l'article L 302-9-1 du Code de la Construction et de l'Habitation en date du 17/10/2014,

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 30/08/2017,

Vu l'avis du SIEA des Portes de l'Entre-deux-Mers en date du 19/09/2017,

Vu l'avis du SDEEG – Service Raccordement en date du 20/09/2017,

Vu l'avis favorable de la sous-commission d'accessibilité des personnes handicapées en date du 10/10/2017,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission de sécurité en date du 11/10/2017,

ARRETE

Article 1 : Le présent permis de construire est accordé pour le projet décrit ci-dessus, conformément au dossier déposé, et sous réserve du respect des prescriptions particulières mentionnées ci-dessous.

Article 2 : RESEAUX

Le projet devra être raccordé, si nécessaire, aux réseaux existants sur le terrain d'assiette de la présente autorisation.

Electricité : Le projet a été instruit sur l'hypothèse d'une puissance de raccordement globale de 240 kVA monophasé ou triphasé.

Eaux pluviales : Le dispositif de gestion des eaux pluviales devra être dimensionné en fonction de la surface imperméabilisée. Ce dispositif sera mis en œuvre par le bénéficiaire de l'autorisation, à sa charge et sous sa responsabilité. Les techniques à mettre en œuvre devront être conformes aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur.

Article 3 : ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Les prescriptions émises par la sous-commission de sécurité, dans son avis susvisé et annexé à la présente autorisation, devront être impérativement respectées.

Article 4 : ESPACES VERTS ET PLANTATIONS

Conformément à l'article 13 de la zone UG du règlement du Plan Local d'Urbanisme susvisé, de manière générale, les surfaces libres de toute construction ainsi que les délaissés des aires de stationnement doivent être paysagés et plantés. De plus il doit être planté un arbre de haute tige pour 50 m² de surface de plancher.

Article 5 : REGLEMENTATION THERMIQUE

L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique lors de la réalisation des travaux, prévue à l'article R 111-20-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, devra être jointe à la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux réalisés.

Article 6 : ARGILES

Conformément au porté à connaissance du préfet de 2009, la commune est concernée par l'aléa relatif au retrait-gonflement des argiles. La carte des aléas est consultable sur le site www.georisques.gouv.fr.

Article 7 : REGLEMENTATION PARASISMIQUE

Les constructions concernées par le risque sismique tel que défini dans l'arrêté du 22/10/10 devront prendre en compte ce risque et respecter les normes de construction définies dans cet arrêté. La carte du zonage sismique est consultable sur le site www.planseisme.fr.

Article 8 : FISCALITE

La présente autorisation donnera lieu au versement de la taxe d'aménagement correspondant à la surface taxable déclarée et de la redevance d'archéologie préventive pour les travaux affectant le sous-sol.

Article 9 : Le Maire est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à **CARIGNAN-DE-BORDEAUX**,
Le **14/12/2017**

° P° le Maire, L'Adjoint délégué à l'Urbanisme,
à l'environnement et au Développement Durable
Alain SAILLARD



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

CARACTERE EXECUTOIRE DE LA DECISION : L'autorisation est exécutoire à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au préfet. La mise en œuvre des démolitions prévues dans cette autorisation n'est possible que 15 jours après ces notifications.

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE: Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'affichage sur le terrain de l'autorisation d'urbanisme est assuré par les soins du bénéficiaire du permis ou du déclarant, durant toute la durée des travaux, sur un panneau rectangulaire dont les dimensions sont supérieures à 80 centimètres. Il indique le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. Il précise également, en fonction de la nature du projet :

- a) Si le projet prévoit des constructions, la superficie du plancher hors œuvre nette autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel ;
- b) Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ;
- c) Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs.
- d) Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir.

Il comporte la mention suivante : « Droit de recours : Le délai de recours contentieux est de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain du présent panneau (art. R. 600-2 du code de l'urbanisme). Tout recours administratif ou tout recours contentieux doit, à peine d'irrecevabilité, être notifié à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours (art. R. 600-1 du code de l'urbanisme). »

Le panneau d'affichage doit être installé de telle sorte que les renseignements qu'il contient demeurent lisibles de la voie publique ou des espaces ouverts au public pendant toute la durée du chantier.

Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés. L'inobservation de la formalité d'affichage sur le terrain est punie de l'amende prévue pour les contraventions de 5ème classe.

OUVERTURE DU CHANTIER : Préalablement au commencement des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation doit adresser au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement).

ASSURANCE DOMMAGE-OUVRAGE : Elle doit être souscrite par le maître d'ouvrage de travaux de bâtiment avant l'ouverture du chantier dans les conditions prévues par les articles L.242-1 et suivants du code des assurances.

VALIDITE : L'autorisation est périmée si les constructions ne sont pas entreprises dans le délai de trois ans à compter de la délivrance du permis initial ou si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Sa prorogation pour une année peut être demandée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité. En cas de recours contre le permis, le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

DROITS DES TIERS : Le permis délivré vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

CARACTERE DEFINITIF DE L'AUTORISATION : Le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours;
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

ACHEVEMENT DES TRAVAUX : Une fois les travaux achevés, le bénéficiaire de l'autorisation doit adresser au maire, en trois exemplaires, une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (le modèle de déclaration CERFA n° 134708 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement).

Délégation départementale de la Gironde

Pôle santé publique et santé environnementale

Service santé environnementale

Dossier suivi par : Annie LAREIGNE

Téléphone : 05 57 01 45 51

Fax : 05 57 01 47 89

Courriel : annie.lareigne@ars.sante.fr

Bordeaux, le

30 AOUT 2017

Nos réf. : mairiecarignan.doc

Vos réf. : votre courrier du 28/08/2017

Syndicat Départemental d'Energie

Electricité de la Gironde

Pôle Urbanisme

12, rue du Cardinal Richaud

33300 BORDEAUX

Objet : Commune de : CARIGNAN DE BORDEAUX

PC n° 33 099 17 Z 0047

Demandeur : Mairie représenté par M MONTEIL

Cadastre : AW n° 9 et 0

REÇU le

04 SEP. 2017

S.D.E.E.G.

Projet extension pour restauration scolaire et salle de motricité

J'ai l'honneur de vous retourner le dossier relatif à l'affaire citée en objet avec **AVIS FAVORABLE** de la part de mes services sous réserve du raccordement du projet au réseau d'adduction d'eau potable et de la prise en compte des éléments suivants :

Le pétitionnaire devra respecter **les articles R.1321-43 à 1321-59 du Code de la Santé Publique** concernant les règles d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution d'eaux destinées à la consommation humaine en particulier celles portant sur la conception et la réalisation des réseaux de distribution, les matériaux utilisés dans les installations de distribution, la protection contre les phénomènes de retour d'eaux, l'utilisation de dispositif de traitement complémentaire, l'utilisation des canalisations intérieures d'eau pour la mise à la terre.

De même, il devra respecter **l'article L 1331-1 du Code de la Santé Publique** stipulant l'obligation raccordement des immeubles au réseau d'assainissement collectif.

Pour les rejets d'eaux usées non domestiques une autorisation doit être préalablement délivrée par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages : réseau de collecte, station d'épuration (Code de Santé Publique article L 1331-10).

Cette autorisation fixe les conditions techniques de raccordement notamment les pré-traitements éventuels à mettre en œuvre (exemple déboureur dégraisseur).

De plus, le pétitionnaire devra respecter les textes suivants :

- **Décret n° 2006-1386 du 15 novembre 2006** fixant les conditions de l'application de l'interdiction de fumer dans les lieux collectifs,
- **Circulaire ministre de la santé du 29 novembre 2006** relative à l'interdiction de fumer dans les lieux à usage collectif.
- **Arrêté du 1^{er} février 2010** relatif à la surveillance des légionnelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire

Concernant l'acoustique du bâtiment, la construction envisagée doit être conforme à l'arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans des établissements d'enseignement.

Il s'agit de respecter notamment les valeurs :

- de l'isolement acoustique au bruit aérien entre locaux,

- de l'isolement acoustique aux bruits d'impact,
- des bruits des équipements du bâtiment,
- de l'isolement acoustique aux bruits de transport,
- de durée de réverbération

En cas d'ateliers bruyants ou de locaux de sport, une étude particulière doit prévoir les aménagements adaptés afin de réduire la réverbération du bruit sur les parois de ces locaux.

Pour ce faire, il convient d'envisager l'utilisation de procédés et de matériaux nécessaires à la correction et à l'isolation acoustique des locaux.

D'autre part, le pétitionnaire devra prendre contact avec la Direction Départementale de la Protection des Populations (ex DSV) afin de faire valider les plans d'aménagement de la partie préparation.

P/le Directeur,
de la Délégation Départementale de la Gironde



Danièle BERDOY
Ingénieur d'études sanitaires



Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de la Gironde

Electrification - Gaz - Eclairage Public
Economies d'Énergie – Énergies Renouvelables

Service Raccordement

SDEEG33

POLE URBANISME

12 RUE DU CARDINAL RICHAUD

33300 BORDEAUX

Bordeaux, le 20 Septembre 2017

Objet : Réponse à Autorisation d'Urbanisme
Référence : PC03309917Z0047

Monsieur, Madame,

Vous nous avez sollicités pour l'émission d'un avis sur les possibilités d'alimentation en énergie électrique du projet référencé ci-dessus, sis **31 CHEMIN DU PETIT TOURNY**, cadastré **AW 90** commune de **CARIGNAN DE BORDEAUX**

Je vous informe que le raccordement de ce projet nécessite une extension et/ou une adaptation du réseau de distribution publique (cf. plan APS non définitif) à la puissance qui sera souscrite (**240 kva** selon l'information fournie par le représentant du maître d'ouvrage).

Les travaux pour satisfaire au raccordement nécessitent la mutation du transformateur en 400 Kva du poste « EGLISE » ainsi qu'un départ dédié en réseau Basse Tension (S240²) depuis ce poste sur environ 217 mètres jusqu'au local TGBT.

Les règlements en vigueur disposent que la contribution financière relative à ces travaux est à la charge de l'autorité compétente en matière d'urbanisme qui a autorisé la réalisation du projet (Art. 61 de la loi Urbanisme Habitat modifiant l'article 18 de la loi 2000-108).

Nous avons estimé le coût des travaux pour la partie mutation de transformateur à **17 560€** soit une charge pour la commune de **4 920€**.

Pour la partie équipement propre, du poste au local TGBT, vous noterez que les montants de sont donnés à titre indicatif sans avoir eu les prescriptions de voirie et sur un mètre approximatif, pour vous permettre d'avoir une estimation des coûts avec une demande de 240 Kva. Le montant des travaux de l'équipement propre s'élèverait à environ **33 000€** soit une charge pour la commune de **9 200 €**.

Restant à votre disposition, Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments distingués

Stéphane Ouhé
Directeur Général des Services

P.J. : plan APS (Avant-Projet Sommaire)

099_PC03309917Z0047.DOC



CARIGNAN-DE-BORDEAUX

PC 033 099 17Z0047 - RESTAURANT SCOLAIRE - 240 KVA



POINT 1 : EQUIPEMENT PUBLIC - MUTATION DU TRANSFORMATEUR EN 400 KVA

POINT 1 à 2 : EQUIPEMENT PROPRE AU PROJET - DEPART DEDIE EN CABLE BT S240² SUR ENVIRON 217 METRES



SOUS-COMMISSION D'ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

SEANCE DU : 10/10/17

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ETABLISSEMENT :

Affaire N° : 2017-2754

COMMUNE	CARIGNAN-DE-BORDEAUX
Permis de construire PC	03309917Z0047
Autorisation AT	03309917Z0005
Maître d'ouvrage :	COMMUNE
Adresse:	31 Chemin du petit Tourny
Désignation du projet:	CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE ET D'UNE SALLE DE MOTRICITE
Type - Catégorie	R - 3
Maître d'œuvre :	LABEL
Date Dépôt Mairie	28/08/17
Date Réception DDTM	29/08/17

PROPOSITION D'AVIS : FAVORABLE

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION ACCESSIBILITE : FAVORABLE

Le Président

L'adjoint au chef de service de l'Habitat
Logement Construction Durable

Emmanuelle HARDOUIN

ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES

ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Textes de référence :

Code de la Construction et de l'Habitation (C.C.H.)

LOI 2005-102 du 11 février 2005

Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006, modifié par décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014

Arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par arrêté du 30 novembre 2007

Arrêté du 8 décembre 2014

Arrêté du 22 mars 2007

Décret 2007-1327 du 11 septembre 2007

Arrêté du 11 septembre 2007

Commune : CARIGNAN-DE-BORDEAUX

PC : 03309917Z0047

AT : 03309917Z0005

Adresse: 31 Chemin du petit Tourny

Désignation du projet : **CONSTRUCTION D'UN RESTAURANT SCOLAIRE ET D'UNE SALLE DE MOTRICITE**

Maître d'ouvrage : COMMUNE

Maître d'œuvre : LABEL

Affaire n° : 2017-2754 suivie par Alain PIERRET Instructeur ☎ : 05 57 55 68 66

Mail: alain.pierret@gironde.gouv.fr

Après étude du dossier, il est proposé un avis FAVORABLE à la réalisation du projet.

PRÉFET DE LA GIRONDE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA GIRONDE

BORDEAUX, LE 11 OCT. 2017

REÇU le
11 OCT 2017
S.D.E.E.G.

COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE
DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ

SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE
PANIQUE DANS LES E.R.P. ET LES I.G.H

SEANCE DU 11 OCTOBRE 2017

1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT

COMMUNE		CARIGNAN DE BORDEAUX	
N° ÉTABLISSEMENT		E : 09900015 - 000 - 0	
PERMIS DE CONSTRUIRE		N° 033 099 17 Z 0047	
RAISON SOCIALE		Ecole maternelle	
ADRESSE		31 chemin du petit TOURNY - 33360	
EFFECTIF SUSCEPTIBLE D'ÊTRE ADMIS			
	PUBLIC	325	
	PERSONNEL	37	
	TOTAL	356	
CLASSEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT			
	TYPES	PRINCIPAL	SECONDAIRES
		R	N
	CATÉGORIE	3 ème	
DÉSIGNATION DU PROJET.		Extension	

2. AVIS

SOUS-COMMISSION	FAVORABLE
-----------------	-----------

Le Président,



Lieutenant-Colonel Éric DUFFAU
Chef du Groupement Prévention

Séance du 11 Octobre 2017 / CARIGNAN DE BORDEAUX / Ecole maternelle / PC : n° 033 099 17 Z 0047 / Extension / Type(s) R N de 3 ème Catégorie

Groupement Prévention du S.D.I.S 33

Étude sur dossier

E.R.P. du 1^{er} groupe – I.G.H.

N/référence : A / 93566 du 31 Août 2017

Officier instructeur : Lieutenant Hervé BOJ

Commune : CARIGNAN DE BORDEAUX

Raison sociale : Ecole maternelle

Numéro d'Établissement : E : 09900015 - 000 - 0

Adresse : 31 chemin du petit TOURNY - 33360

Nature de l'activité : Restauration scolaire

Maître d'ouvrage : Mairie de Carignan-de-Bordeaux

Maître d'œuvre : Label Architectures

Objet du projet : Extension

PC : n° 033 099 17 Z 0047

Transmis par le Syndicat Départemental d'Énergie Électrique de Gironde le 28 Août 2017.

Affaire suivie par Pôle Urbanisme

COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier soumis à l'avis de la sous-commission comporte un jeu de plans état des lieux et projet en date de juillet 2017.

Pièces écrites :

- déclaration d'effectif du 22 septembre 2016
- notice de sécurité de juillet 2017, émanant du maître d'œuvre, tamponnée du bureau de contrôle APAVE BGC Aquitaine (dernière page de la NS, non daté).

DESCRIPTION DU PROJET

DESCRIPTION DU PROJET :

• Construction

Le projet consiste à construire un restaurant scolaire avec cuisines, salle de repos et salle de motricité en extension de l'école maternelle existante.

- Ce projet ayant pour objectif de mutualiser les espaces de restauration de la primaire et de la maternelle afin de libérer de l'espace suffisant. Ce projet permet l'anticipation de l'augmentation de la capacité d'accueil de ces deux écoles dans un futur proche.
- Il est déclaré un effectif de 104 mangeant maternelles et 166 mangeant primaires. La salle de restauration des adultes ne possédant qu'un seul dégagement d'une UP, il est déclaré un effectif de 19 mangeant maximum simultanément.
- La salle de motricité ne recevra que 73 personnes simultanément.
- Les effectifs ne se cumulent pas avec ceux de l'école maternelle qui est de 119 enfants. Pour mémoire, les effectifs de l'école primaire sont de 250 enfants. Elle est isolée par la distance de la maternelle.
- La chaudière existante de 140 kW sera remplacée dans le cadre du projet par une chaudière gaz de 225 kW à condensation, nécessaire pour l'ensemble du site. De même, une CTA sera installée.
- La grande cuisine sera isolée conformément à la réglementation en vigueur.
- Un SSI de catégorie B avec alarme de type 2B défendra cet établissement
- La défense extérieure contre l'incendie est assurée par :

Point d'eau	Domaine	Implantation	Distance
PI 100 n° 22017	Public	Chemin Gizard - Salle de Sports	< 200 mètres

DESCRIPTIF PAR NIVEAU :

Rez-de-chaussée :

- | | |
|----------------------------------|--------------------|
| - Salle de motricité | 273 m ² |
| - Dégagements | |
| - Sanitaires maternelles | |
| - Local ménage | |
| - Salle restauration maternelles | 129 m ² |
| - Office maternelles | |
| - Laverie | |
| - Salle repas adultes | 25 m ² |
| - Salle repas primaires | 244 m ² |

Séance du 11 Octobre 2017 / CARNIGNAN DE BORDEAUX / Ecole maternelle / PC : n° 033 099 17 Z 0047 / Extension / Type(s) R N de 3^{ème} Catégorie

- Hall / dégagements
- Cuisines
- Sanitaires primaires

MODE DE CLASSEMENT

NIVEAUX	LOCAUX	ARTICLES DE RÉFÉRENCE	MODE DE CALCUL	EFFECTIF DU PUBLIC	EFFECTIF DU PERSONNEL	EFFECTIF TOTAL
RDC	Salle de motricité	R 2	déclaration contrôlée du chef d'établissement	69	4	73
RDC	Salle de restauration maternelle			96	8	104
	Salle de restauration primaire			160	6	166
RDC	Salle de restauration adulte			0	19	19
TOTAL				325	37	362

CLASSEMENT :

Type (s)	PRINCIPAL	R
	SECONDAIRES	N
Catégorie	3 ème	

DÉGAGEMENTS

LOCAUX	EFFECTIFS	RÉGLEMENTAIRES		RÉALISÉS		OBSERVATIONS
		SORTIES	UP	SORTIES	UP	
Salle de motricité	73	2 sorties	2 x 1 ou 2 + accessoire	2 sorties	2 chacune	En excédent
Salle de restauration maternelle	104		3	2	1 x 3 1 x 2	
Salle de restauration primaires	160		3	3	2 x 3 1 x 2	
Salles Primaires et maternelles	264		4	4	3 x 3 1 x 2	
Salle de restauration adultes	19	1 sortie	1	1	1	conforme

Séance du 11 Octobre 2017 / CARIGNAN DE BORDEAUX / Ecole maternelle / PC : n° 033 099 17 Z 0047 / Extension / Type(s) R N de 3 ème Catégorie

TEXTES PRINCIPAUX DE REFERENCE

- Code de l'Urbanisme et en particulier l'article R 425-15.
- Code de la Construction et de l'Habitation (C.C.H.) et spécialement les articles R 123-1 à R 123-55.
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif aux dispositions générales et instructions techniques annexées.
- Arrêté du 21 juin 1982 : dispositions particulières applicables au type N.
- Arrêté du 04 juin 1982 : dispositions particulières applicables au type R.

PRESCRIPTIONS

Ces prescriptions viennent en complément, précisent ou modifient les pièces comprises dans le dossier présenté.

1 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

1.1 Dégagements :

- 1.1.1 Pour assurer la sécurité des personnes en cas de heurts, les vitrages des portes des circulations ou en façade, maintenus ou non par un bâti, devront répondre aux dispositions du DTU 39-4 en ce qui concerne le produit verrier à utiliser et la visualisation de la porte (article CO 48 § 5).

1.2 Personnes en situation de handicap :

- 1.2.1 L'évacuation est la règle pour les personnes pouvant se déplacer jusqu'à l'extérieur du bâtiment. Pour tenir compte de l'incapacité d'une partie du public à évacuer rapidement, et satisfaire aux dispositions de l'article R 123-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, il appartiendra au maître d'ouvrage de prendre toutes mesures afin de respecter les dispositions des articles GN 8, GE 2, GE 3, CO 34 § 6 et CO 57 à CO 59.
- 1.2.2 L'exploitant devra être en mesure de présenter à la commission, le registre de sécurité prévu à l'article R 123-51 du Code de la Construction et de l'Habitation.

2 INSTALLATIONS AU GAZ

2.1 Organes de coupure :

- 2.1.1 Toute conduite pénétrant à l'intérieur d'un bâtiment doit posséder un organe de coupure conformément aux dispositions de l'article GZ 14.
- 2.1.2 Toute conduite pénétrant à l'intérieur d'un local accessible au public doit posséder un organe de coupure conformément aux dispositions de l'article GZ 15.

2.2 Ventilation des locaux :

- 2.2.1 Les locaux contenant des installations de gaz doivent être ventilés conformément à l'article GZ 21.

3 MOYENS DE SECOURS

3.1 Défense incendie intérieure :

- 3.1.1 Le personnel devra être instruit au maniement des moyens de secours. (article MS 51).

3.2 Système de Sécurité Incendie :

- 3.2.1 Un contrat d'entretien du système de sécurité incendie de catégorie B devra être souscrit par l'exploitant (article MS 68).

3.3 Alarme :

3.3.1 L'alarme générale devra être donnée par bâtiment et être audible de tous points pendant le temps nécessaire à l'évacuation du public, avec un minimum de 5 minutes (IT n° 248 - paragraphe 1.2.4).

3.3.2 Installer un équipement d'alarme perceptible tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap des personnes amenées à les fréquenter isolément (article GN 8).

3.4 Consignes :

3.4.1 Les consignes de sécurité devront être affichées (article MS 47).

3.4.2 Le personnel recevra les consignes relatives aux dispositions immédiates d'évacuation du public à prendre en cas de sinistre, **notamment vis-à-vis des personnes en situation de handicap** (articles R 123-3 du CCH, GN 8 modifiés par l'arrêté du 24 septembre 2009).

3.5 Plans :

3.5.1 Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, devra être apposé à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers (article MS 41).

Le plan devra avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme NF X 08-070 du 15 juin 2013 relative aux plans (évacuation et intervention), consignes et instructions de sécurité, documents et plans techniques de sécurité.

Il devra représenter l'intégralité des niveaux du bâtiment. Dans le cas de niveaux identiques, la représentation d'un étage courant à la place des niveaux similaires sera acceptée.

Devront figurer, s'ils existent :

- les cloisonnements principaux et dégagements avec indication des différentes ouvertures (baies accessibles, fenêtres, portes,...)
- l'emplacement des locaux techniques et des zones ou locaux à risques particuliers
- l'emplacement des dispositifs et commandes de sécurité
- l'emplacement des organes de coupure, des fluides et des sources d'énergies
- l'emplacement des moyens d'extinction fixes et d'alarme
- l'emplacement des zones de mise en sécurité, (zones de transfert horizontal, espaces d'attente sécurisés...) avec leurs portes de recoupement et si possible la mise en valeur du mur de recoupement de façade à façade
- les cheminements des canalisations et conduits dangereux dont le risque pour les intervenants ne peut être supprimé par la mise en œuvre des organes de coupures précitées (câbles d'installations photovoltaïques, canalisations de gaz, ...)

et tout autre équipement ou information nécessaire à l'intervention des services de secours.

4 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

4.1 L'établissement devra disposer d'un registre de sécurité renseigné et mis à jour conformément aux dispositions de l'article R 123-51 du C.C.H., précisant notamment les diverses consignes, générales et particulières en cas d'incendie, y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap.

5 CONTRÔLES

5.1 Un organisme agréé devra établir conformément aux dispositions de l'article GE 7, le rapport de vérifications réglementaires après travaux (RVRAT) prévu par l'article GE 8 et dont le contenu et la forme devront être conformes aux dispositions de l'article GE 9 et appendice.

5.2 La sous-commission préconise la souscription, par l'exploitant, de contrats d'entretien des installations techniques (portes coupe-feu, système de désenfumage, système de chauffage et de climatisation, ...).

5.3 Un avis relatif au contrôle de la sécurité devra être affiché d'une façon apparente près de l'entrée principale (article GE 5).

6 EXÉCUTION DES TRAVAUX

- 6.1 L'exploitant ne peut faire effectuer, en présence du public, les travaux de gros œuvre et de toiture, ceux nécessitant l'utilisation de matériel à combustion vive, ainsi que les travaux qui feraient courir un danger quelconque ou qui apporteraient une gêne à l'évacuation (article GN 13).
- 6.2 Les travaux devront être réalisés conformément aux plans et pièces écrites joints au dossier pour ce qui n'est pas contraire aux observations faites ci-dessus.

7 RÉCEPTION DES TRAVAUX AVANT OUVERTURE

- 7.1 Demander la saisine par le Maire de la Commission de sécurité compétente un mois avant la date d'ouverture au public prévue (article 43 du décret du 8 mars 1995).
- 7.2 Transmettre à la Commission de sécurité compétente quelques jours avant la visite de réception les documents suivants :
- Le rapport des vérifications techniques effectuées à la construction par l'organisme agréé (article GE 9). Ce rapport doit préciser dans l'ordre des articles du règlement la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la réalisation des travaux.
 - Les justificatifs (procès-verbaux d'essai) des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.
 - Les procès-verbaux devront faire l'objet d'une attestation de pose sur l'honneur établie par l'installateur et joint au rapport de vérification.

PROPOSITION D'AVIS

Avis Favorable

Il est rappelé au pétitionnaire l'article R 123-43 du C.C.H. qui stipule que :

« les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. Le contrôle exercé par l'administration ou par la commission de sécurité compétente ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement ».

Pour information :

- Monsieur le chef du groupement Centre
- Monsieur le chef du Centre de La Benaugue



Tel : 05.56.20.76.93

Fax : 05.56.20.17.75

REÇU le

Latresne, le 19/09/2017. 2017

S.D.E.E.G.

SDEEG

Pôle Urbanisme

12, Rue du Cardinal Richaud

33300 BORDEAUX

Madame, Monsieur,

Votre consultation du 31/08/2017

☐ PC 03309917Z0047

Demandeur :

Monsieur le Maire MONTEIL Franck
23, Rue de Verdun
33360 CARIGNAN DE BORDEAUX

Adresse du Terrain :

Extension de l'école Maternelle
Restaurant scolaire et salle de motricité
33360 CARIGNAN DE BORDEAUX

EAU :

☐ Possibilité de branchement à la charge financière du demandeur. Le compteur sera placé en limite de domaine public

ASSAINISSEMENT

☐ Possibilité de raccordement au réseau d'assainissement collectif eaux usées + la PFAC exigible au raccordement dont le montant est voté annuellement.

NB : Les contraintes techniques ne garantissent pas un raccordement systématique en gravitaires des eaux usées. Le cas échéant il sera impératif de vous équiper d'un poste de relevage.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Jean Marc LHERITIER
Responsable Technique

